


L'ANCIENNETÉ DES PROFS à l'étranger pas reconnue

 Le MR souhaite un changement de statut pour le personnel des six écoles francophones au Maroc et en Afrique centrale

► Il existe actuellement six écoles belges francophones en Afrique centrale (au Burundi, au Rwanda et au Congo (Kinshasa et Lubumbashi)) et au Maroc (Casablanca et Rabat). Des établissements qui appliquent les programmes du réseau Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE), mais également les mêmes conditions d'exigence et de procédure.

Autant d'écoles méconnues du grand public qui remplissent pourtant un rôle social, permettant à un certain nombre d'enfants par classe de suivre gratuitement les cours. Pour l'année scolaire 2016-2017, ces écoles totalisaient 3.362 élèves pour 240 enseignants, dont 190 Belges. Toutefois, malgré leur travail de terrain et leur contribution au rayonnement de la culture francophone, les profs belges en place ne peuvent faire reconnaître leur ancienneté une fois revenus au pays.

Une situation que le groupe MR au Parlement de la fédération Wallonie-Bruxelles souhaite absolument faire changer. Une proposition de résolution a ainsi été déposée par les députés Philippe Knaepen, Alain Destexhe, Françoise Bertiaux

et Magali Dock. Objectif : permettre à ces enseignants de ne plus devoir recourir à l'interruption de carrière pour partir enseigner dans ces établissements.

"De passage à Casablanca, j'ai pu observer le travail formidable qui est effectué dans ces écoles ! Ce sont des ASBL privées qui se trouvent chaque fois à l'origine et la fédération Wallonie-Bruxelles ne paie pas leur salaire. Ils ne sont pas considérés comme du personnel expatrié. Si le recrutement s'effectue donc dans un cadre purement privé, les offres d'emplois sont bel et bien relayées sur le site officiel du ministère de l'Éducation. C'est ainsi que certains professeurs se lancent dans l'aventure", explique le député Philippe Knaepen.

SI LE SOUTIEN de la majorité PS-CDH à la proposition de résolution semble loin d'être acquis, la députée socialiste Isabelle Emmery (PS), qui était présente à Casablanca en même temps que le député libéral, s'y dit favorable à titre personnel. *"J'ai pu voir qu'ils faisaient de l'excellent travail !",* insiste l'élue PS.

J. Th.